

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUILLET 2016

Nombre de Conseillers : 19				
Numéro délibération :	1 - 6	8 - 9	10 - 11	12
Nombre de présents :	14	13	14	13
Nombre de pouvoirs :	3	2	3	3

L'an deux mille seize et le dix-neuf juillet, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel.

PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, DIETRICH-WEISS Élisabeth, MARTIN Alain, PELLERIN Annick, BERGEZ Danielle, Adjoints ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc, Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Françoise, BERTHIAUX Lucien, BESSONE Éric, BOISBOURDIN Philippe, LAMBERT Éliane, PALDACCI-UVERNET Antony, SILVA Alain.

Absents et excusés :

**BUISINE Serge (pouvoir à PELLERIN Annick),
GARCIA Éric (pouvoir à SILVA Alain),
RONET-YAGUE Delphine (pouvoir à TAXI Odile),
LESUEUR Frédéric,
SCHLICHTER Danièle,
TAXI Odile (pour les points n° 8 et 9).
ZAMORA Jean-Luc (pour le point n° 12)**

Désignation du secrétaire de séance : Mme PELLERIN Annick

Adoption du compte rendu : Adopté à l'unanimité.

Lecture des décisions :

- Convention d'hébergement T.N.T. dans la station T.D.F. de la Commune du Thoronet.

1. DÉSIGNATION DÉLÉGUÉS TITULAIRES ET SUPPLÉANTS DU S.I.C.T.I.A.M.

Madame DIETRICH-WEISS Élisabeth rappelle que par délibération en date du 16/09/2002, le Conseil Municipal a approuvé l'adhésion de la commune au Syndicat Intercommunal des Collectivités Territoriales Informatisées des Alpes Méditerranée (SICTIAM) dont le but est de mutualiser les acquisitions et les services de maintenance de certains matériels et logiciels.

Les statuts du S.I.C.T.I.A.M. prévoient l'élection d'un membre titulaire et d'un membre suppléant par le Conseil Municipal.

Suite à cet exposé, Madame DIETRICH-WEISS Élisabeth invite le Conseil Municipal à délibérer.

Il est décidé à l'unanimité de ne pas procéder au vote par scrutin secret.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De procéder à la désignation d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant au SICTIAM, sont désignés :

<u>Délégué Titulaire :</u>	M. BUISINE Serge
<u>Délégué Suppléant :</u>	M. BOISBOURDIN Philippe

Adopté à l'unanimité

2. RENOUELEMENT DE LA CONVENTION TRIPARTITE «DISPOSITIF INTERCOMMUNAL DU CONTRAT LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT À LA SCOLARITÉ LORGUES – ENTRECASTEAUX – LE THORONET 2016-2017 »

Madame TAXI Odile expose au Conseil Municipal que la Commune de Lorgues a engagé depuis plusieurs années, une action en faveur des primaires et collégiens en difficulté ou en échec scolaire, à travers un Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité.

Ce dernier propose l'organisation et l'animation d'ateliers d'aide et de soutien scolaire mais également de soutien à la parentalité. La Commune du THORONET et la Commune d'ENTRECASTEAUX se sont associées à cette démarche.

Le choix d'une gestion directe par les trois communes a été retenu, en désignant le Service Municipal d'Éducation Spécialisée de Lorgues comme la structure pilote et gestionnaire des différentes actions du CLAS (en qualité de porteur du projet), en référence avec la charte nationale d'accompagnement à la scolarité pour l'année scolaire 2016 / 2017.

Lecture est donnée du projet de renouvellement de la convention tripartite « Dispositif Intercommunal du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité LORGUES – ENTRECASTEAUX – LE THORONET 2016-2017. »

Mme TAXI présente un bilan de l'action suite à la demande de Mme BERTHIAUX : « Une quinzaine d'enfants sont accompagnés, les parents sont satisfaits et il existe une continuité entre le primaire et le collège.

En outre, pour le même montant que l'année précédente, la Commune pourra bénéficier de plus de 1 000 heures supplémentaires en faisant appel, non plus à un intervenant vacataire, mais à un contrat subventionné établi avec le C.E.D.I.S.

La Commune du Thoronet est à l'initiative de cette démarche et est suivie pour les autres communes membres ».

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De conclure le renouvellement de la convention tripartite « Dispositif Intercommunal du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité LOGUES – ENTRECASTEAUX – LE THORONET 2016-2017. »

ARTICLE SECOND : D'autoriser Monsieur Le Maire à signer ladite convention.

Adopté à l'unanimité

3. MISE EN ŒUVRE DE LA RÉFORME DE LA RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS PUBLICS

Monsieur MARTIN Alain expose aux membres du Conseil Municipal que le code des marchés publics a été abrogé, au profit de plusieurs réglementations (décrets-arrêtés) qui n'ont pas encore fait l'objet d'une computation.

Les appellations ont été modifiées outre les éléments de procédure.

Monsieur MARTIN Alain propose de modifier la délibération du 22/02/2016, en vue de sa mise en conformité avec les textes en vigueur.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De fixer et d'appliquer comme ci-après les procédures dans le cadre d'un marché réalisé en procédure adaptée :

S'agissant de Marchés et accords-cadres de travaux

MONTANT DU MARCHÉ	PUBLICITE	PROCEDURES DE PASSATION
Inférieur à 25 000 € HT	Dispense de publicité	Marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables mais respect des principes énoncés dans la fiche Direction des affaires juridiques « achats de moins de 15 000 € H.T. » : - choisir une offre répondant de manière pertinente au besoin ; - respecter le principe de bonne utilisation des deniers publics ; - ne pas contracter systématiquement avec un même prestataire lorsqu'il existe une pluralité d'offres potentielles susceptibles de répondre au besoin.

De 25 000 € HT et inférieur à 45 000 € HT	Panneau d’affichage de l’Hôtel de ville, publication sur le profil acheteur (https : www.marches-securises.fr), demandes établies par fax, si nécessaire.	Règle de demandes écrites de cinq devis minimum : - formulées de manière identique, - avec indication d’un délai de remise - (d’une semaine minimum), - précisant les critères de jugement de l’offre.
De 45 000 € HT et inférieur à 90 000 € HT	Publicité « adaptée » (au minimum panneau d’affichage de l’Hôtel de ville et publication sur le profil acheteur (https : www.marches-securises.fr))	Procédure adaptée (dont délai de remise des offres adapté au marché, critères de choix, avis consultatif de la C.A.O.)
De 90 000 € HT et inférieur à 5 225 000 € HT	Avis d’appel public à la concurrence publié dans un JAL ou au BOAMP et si nécessaire dans un journal spécialisé, panneau d’affichage de l’Hôtel de ville et publication sur le profil acheteur (https : www.marches-securises.fr)	
À partir de 5 225 000 € HT	Procédures formalisées fixées par la réglementation des marchés publics.	

Marchés et accords-cadres de fournitures et de services

MONTANT DU MARCHÉ	PUBLICITE	PROCEDURES DE PASSATION
Inférieur à 25 000 € HT	Dispense de publicité	Marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables mais respect des principes énoncés dans la fiche Direction des affaires juridiques « achats de moins de 15 000 € H.T. » : - choisir une offre répondant de manière pertinente au besoin ; - respecter le principe de bonne utilisation des deniers publics ; - ne pas contracter systématiquement avec un même prestataire lorsqu'il existe une pluralité d'offres potentielles susceptibles de répondre au besoin.

De 25 000 € HT et inférieur à 45 000 € HT	Panneau d’affichage de l’Hôtel de ville, publication sur le profil acheteur (https : www.marches-securises.fr), demandes établies par fax, si nécessaire.	Règle de demandes écrites de cinq devis minimum : - formulées de manière identique, - avec indication d’un délai de remise - (d’une semaine minimum), - précisant les critères de jugement de l’offre.
De 45 000 € HT et inférieur à 90 000 € HT	Publicité « adaptée » (au minimum panneau d’affichage de l’Hôtel de ville et publication sur le profil acheteur (https : www.marches-securises.fr))	Procédure adaptée (dont délai de remise des offres adapté au marché, critères de choix, avis consultatif de la C.A.O.)
Entre 90 000 € HT et inférieur à 209 000 € HT	Avis d’appel public à la concurrence publié dans un JAL ou au BOAMP et si nécessaire dans un journal spécialisé, panneau d’affichage de l’Hôtel de ville et publication sur le profil acheteur (https : www.marches-securises.fr)	
A partir de 209 000 € HT	Procédures formalisées fixées par la réglementation des marchés publics.	

ARTICLE SECOND : Que la présente délibération prendra effet dès sa publication.

ARTICLE TROISIEME : De charger Monsieur Le Maire de veiller à l'application de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

4. MODIFICATION STATUTAIRE SYNDICAT MIXTE ARGENS PAR SES COMMUNES MEMBRES

Madame PELLERIN Annick donne lecture de la délibération.

Le Syndicat Mixte de l'Argens a été créé, il y a aujourd'hui un an et demi afin de répondre de manière anticipée à la nouvelle compétence « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » instaurée par la Loi M.A.P.T.A.M. et dévolue de manière obligatoire aux E.P.C.I. à fiscalité propre à compter du 1^{er} janvier 2018.

Conformément aux statuts actuels du S.M.A. qui prévoyaient une précision des missions attribuées au Syndicat Mixte début 2016, (Préambule) et afin de répondre positivement à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

(DREAL) qui, dans le cadre de l'instruction du P.A.P.I. souhaite que le S.M.A. affiche clairement cette compétence statutaire « GEMAPI », il est aujourd'hui important d'opérer cette modification.

Le préambule, l'objet et les missions du syndicat ainsi que les outils juridiques à sa disposition (Programme d'action et de prévention des inondations, contrat de rivière...) sont ainsi précisés conformément à la législation et réglementation en vigueur, et notamment le code de l'environnement dans son article L-211-7 alinéas 1, 2,5 et 8 ainsi que le décret « Dignes » N° 2015-526 du 12 mai 2015.

Mme PELLERIN : « Le budget de 96 millions d'euros a été validé pour réaliser des travaux, nettoyer l'Argens et réaliser un grand projet de digues à Fréjus. Le dossier est mené d'une main de maître ».

M. MARTIN : « L'essentiel des travaux sera réalisé dans la basse vallée de l'Argens ».

M. SILVA : « S'agissant des charges de fonctionnement notamment, qui va payer ? ».

Mme PELLERIN : « Il appartiendra à chaque habitant de participer pour un montant d'environ 40 €, cela sera inscrit sur une ligne de la feuille d'impôt ».

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'approuver les nouveaux statuts du Syndicat Mixte de l'Argens, tels que figurant en annexe.

Adopté à l'unanimité

5. <u>MODIFICATION DÉLIBÉRATION DU 04/04/2012 « INSTAURATION D'INDEMNITÉS D'ASTREINTE », SUITE À L'ARRÊTÉ NOR INTA1523834A</u>

Monsieur MARTIN Alain donne lecture de la délibération.

Considérant l'arrêté du 03/11/2015 NOR : INTA1523834A fixant les nouveaux les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur,

Considérant qu'il convient d'appliquer l'arrêté du 03/11/2015 susvisé,

Considérant l'avis du comité technique du 20/06/2016 qui s'est prononcé favorablement à l'unanimité.

Mme BERTHIAUX : « Il serait bien que les agents disposent de deux cartes SIM pour être toujours joignables ».

M. MARTIN : « C'est moi qui reçoit les appels, je contacte l'agent d'astreinte et lui donne les consignes ».

M. ZAMORA : « Le plus difficile c'est de joindre M. MARTIN car le réseau de son téléphone portable ne fonctionne pas à son domicile ».

M. LE MAIRE assure que jusqu'à aujourd'hui, les agents ont toujours répondu présents.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De modifier l'Indemnité d'Astreinte pour la Filière Technique (*Décret n°2005-542 du 19 mai 2005*) créée par délibération du 04/04/2012.

Bénéficiaires

Agents titulaires, stagiaires et agents non titulaires dès l'instant où il a effectué une période d'astreinte à l'initiative de son employeur.

PERIODE D'ASTREINTE (en dehors des horaires de service)	TAUX D'INDEMNISATION (1)
Semaine complète	149,48 €
Du Lundi matin au Vendredi soir	45 €
Du Vendredi soir au Lundi matin	109,28 €
Une nuit de semaine	10,05 €
Un samedi	34,85 €
Dimanche ou jour férié	43,38 €

ARTICLE SECOND : S'agissant de la Périodicité de versement, le paiement des astreintes effectives fixées par la présente délibération sera effectué sur le mois suivant.

ARTICLE TROISIEME : S'agissant de la date d'effet, les dispositions de la présente délibération prendront effet dès que cette dernière aura revêtu un caractère exécutoire.

Adopté à l'unanimité

**6. SERVICES MUNICIPAUX ÉCOLE LUCIE AUBRAC ET FIXATION
TARIFICATION « AVANTAGES EN NATURE REPAS »**

Mme TAXI Odile donne lecture de la délibération.

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu les Circulaires DSS/SDFSS/5B/2003/07 du 07.01.2003 et DSS/SDFSS/5B 2005-389 du 19.08.2005,

Vu l'avis du comité technique réuni le 20 juin 2016, favorable à l'unanimité,

Madame TAXI Odile informe les membres de l'assemblée délibérante que les agents travaillant au restaurant municipal de l'École Lucie Aubrac peuvent bénéficier du repas du midi.

Cette prestation constitue, pour les agents concernés, un élément complémentaire de rémunération appelé « avantage en nature ».

Dans la fonction publique, il existe un principe qui interdit de fournir un repas à titre gratuit à ses agents ; cette interdiction a pour fondement le principe de parité avec la fonction publique de l'État. Les pratiques dans le secteur privé sont sans incidence sur les possibilités offertes dans les collectivités territoriales.

Les seules dérogations possibles sont lorsque le personnel prend son repas avec les enfants dont il a la charge (ex : animateurs des centres de loisirs), ou lorsque cela fait partie du projet éducatif. La jurisprudence (Cour de Cassation) a déterminé que le personnel de service ou de cuisine n'était pas concerné, la circulaire DSS/SDFSS/5B 2005-389 du 19.08.2005 a depuis confirmé ce qui précède.

Madame TAXI Odile indique que la mise en place de l'avantage en nature s'agissant des repas, a été présenté au Comité technique et adopté à l'unanimité par le collège des représentants des collectivités et le collège des représentants du personnel le 20 juin 2016.

Le personnel municipal du Thoronet, réuni le 01/07/2016, a été informé de la mise en œuvre obligatoire de la réglementation en matière d'avantages en nature. Le montant fixé par le Conseil municipal sera annoncé par un écrit accompagnant la transmission de leur fiche de paye de juillet 2016 afin que chacune puisse prendre ses dispositions.

Chaque service, maternelle comme élémentaire, disposera d'une salle de restauration avec micro-onde et machine à café pour déjeuner, hors du réfectoire.

Mme BERGEZ : « Une administrée m'a informée que les personnes qui travaillent à la cantine ne peuvent pas bénéficier du repas municipal. Qu'en est-il réellement ? ».

Mme TAXI : « Il ne faut pas écouter les bruits de couloir. Je regrette que l'organisation des services fasse l'objet de discussions en dehors de la Mairie ; ce qui est contraire à la réglementation d'ailleurs.

Les agents ont trois possibilités : ils peuvent déjeuner à l'extérieur, apporter leur propre repas en bénéficiant d'une salle de restauration ou déjeuner avec le repas préparé par la cuisine municipale ; en contrepartie du paiement de l'avantage en nature.

Les agents sont totalement libres chaque jour de choisir et tout a été organisé, notamment par des remplacements pour qu'ils ne soient jamais sollicités pour travailler. Je vous rappelle que les syndicats du Var ont validé à l'unanimité ce changement.

La pause café, même si elle n'a pas lieu d'être, est tolérée à condition que l'agent soit seul. Tout non respect aura pour conséquence de retirer cette tolérance.

Je sais pouvoir compter sur le sérieux de nos agents.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'autoriser l'attribution des avantages en nature « repas » au personnel de service travaillant à l'École Lucie Aubrac.

ARTICLE SECOND : De fixer la tarification de l'avantage en nature « repas » à 3,10€ au titre de l'année scolaire 2016-2017.

ARTICLE TROISIEME : De charger Monsieur le Maire de procéder à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

<p><u>7. APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU DROIT DU TRAVAIL ET NOUVELLE ORGANISATION DES SERVICES MUNICIPAUX ÉCOLE LUCIE AUBRAC</u></p>
--

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu les Circulaires DSS/SDFSS/5B/2003/07 du 07.01.2003 et DSS/SDFSS/5B 2005-389 du 19.08.2005,

Vu le Code du travail,

Vu l'avis du comité technique réuni le 20 juin 2016, favorable à l'unanimité,

Madame TAXI Odile informe les membres de l'assemblée délibérante que les agents, fonctionnaires comme contractuels de droit privé doivent bénéficier d'une pause méridienne d'un minimum de 45 minutes. De même, lorsqu'ils travaillent 6 heures consécutives, ils doivent obtenir une pause de 20 minutes, rémunérée, avant de reprendre leur travail.

Désormais, tout comme les autres agents de la collectivité, le personnel municipal œuvrant à l'Ecole Lucie Aubrac dispose d'une pause méridienne de 45 minutes minimum, qui n'est plus considérée comme du temps de travail effectif.

L'agent dispose d'une totale liberté d'organisation : il peut quitter les locaux ou demeurer dans l'enceinte de l'école en vaquant à ses occupations personnelles. Dans aucun cas, il ne devra être sollicité pour effectuer une mission ; ce choix s'offre à lui chaque jour de manière indifférente.

En contrepartie, la Commune ne considère alors plus la pause méridienne comme un temps de travail effectif et ne rémunèrera donc pas l'agent au titre de ces 45 minutes.

En outre, la pause réglementaire de 20 minutes accordée et rémunérée à certains agents n'a plus lieu d'être. En effet, dorénavant, aucun agent ne travaille jamais avant ou après la pause méridienne plus de 6 heures consécutives, le temps de pause méridienne n'entrant plus dans le temps de travail effectif.

Il s'agit de respecter les textes en vigueur et de créer une égalité entre tous les agents de la collectivité.

Madame TAXI Odile indique que la mise en place de cette nouvelle organisation, a été présentée au Comité technique et adopté à l'unanimité par le collège des représentants des collectivités et le collège des représentants du personnel le 20 juin 2016.

Le personnel municipal du Thoronet, réuni le 01/07/2016, a été informé de la mise en œuvre, obligatoire, de la réglementation en vigueur, dès septembre 2016.

Mme TAXI : « Cette réforme crée une égalité entre tous les agents. Il faut savoir que jusqu'à présent, les agents durant leur déjeuner, poursuivaient leur travail ; pour exemple, les enseignants les sollicitaient pour changer des enfants qui ont eu des « accidents » et pour les cuisinières, elles surveillaient les cuissons. Aujourd'hui ce qui précède n'aura plus lieu d'être ».

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De valider la nouvelle organisation du service périscolaire maternelle et élémentaire, telle que présentée ci-avant.

ARTICLE SECOND : Charger Monsieur le Maire de procéder à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

Mme TAXI se retire de la salle du Conseil Municipal

8. ACQUISITION DES PARCELLES CADASTRÉES C 340, AV 85 ET BC 995, APPARTENANT À MME FRANÇOISE FENOGLIO

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment l'article L 2241-1,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

Considérant la saisine du service France Domaine pour l'estimation des biens C 340, AV 85 et BC 995,

Considérant la réponse du service France Domaine le 21 Août 2015 estimant le bien à 15 000€,

Monsieur LE MAIRE rappelle aux membres du Conseil Municipal que la Commune procède à l'acquisition d'emprises de chemins ouverts à la circulation publique, dans le cadre de régularisation d'une situation de fait.

Ce dernier informe l'assemblée délibérante que Madame Françoise FENOGLIO a accepté la cession de trois parcelles lui appartenant au profit de la Commune.

Il s'agit des biens ci-après :

Section	Parcelle	Superficie (en m²)	Lieu dit	Emprise (en m²)
C	340	280	Sainte Marie	280
AV	85	35 033	Beylesse	873
BC	995	377	Teste du Cros de Mageau	377
TOTAL		35 690	/	1 530

Afin de déterminer un prix d'achat le plus cohérent possible (en l'absence de données de référence), Monsieur LE MAIRE indique que la Commune a sollicité l'avis facultatif de France Domaine.

Les services de la Direction Générale des Finances Publiques estime la valeur vénale totale des biens précités à 15 000 €.

Considérant que ce projet d'acquisition revêt un caractère d'intérêt général.

M. BERTHIAUX : « Est-ce qu'il y a d'autres projets de cette nature ? ».

M. LE MAIRE : « Oui, cependant certaines propositions sont trop élevées. Nous achetons au fur et à mesure en ralentissant ces procédures d'achat car les projets subventionnés jusqu'alors à 80 %, ne le sont plus aujourd'hui.

M. BESSONE : « Le montant proposé revient à 10 € / m², c'est 3 €/m² pour les propriétés forestières ; malgré cela la moyenne est bonne ».

M. LE MAIRE : « Nous n'avons pas d'obligation de saisir France Domaine pour les acquisitions de moins de 75 000 € ; cependant dans le cas présent, n'ayant pas de références, j'ai souhaité une estimation objective ».

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De procéder à l'acquisition des parcelles susvisées (C 340, AV 85 et BC 995), appartenant à Mme Françoise FENOGLIO, conformément aux plans ci-joints, pour un montant de 15 000 €.

ARTICLE SECOND : Que l'acte entérinant l'acquisition sera réalisé en la forme administrative.

ARTICLE TROISIEME : De charger Monsieur Serge BUISINE, premier Adjoint de représenter la Commune du Thoronet pour cette acquisition, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE QUATRIEME : De charger Monsieur le Maire de procéder à l'ensemble des formalités induites à la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

9. <u>CESSION DES PARCELLES CADASTRÉES AV N° 18 ET N° 74,</u> <u>APPARTENANT À LA COMMUNE</u>
--

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment l'article L 2241-1,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

Considérant la saisine du service France Domaine pour l'estimation des biens AV n° 18 et n° 74,

Considérant la réponse du service France Domaine le 11 Mai 2016 estimant le bien à 22 400€,

Monsieur LE MAIRE expose aux membres de l'assemblée délibérante que la Commune est propriétaire de deux parcelles contiguës AV n° 18 et n° 74, d'une superficie totale de 17 668 m² lieu dit Beylesse, soumises (respectivement en totalité et partiellement) au classement du site classé de l'Abbaye.

Les deux biens sont inconstructibles.

Le site classé de l'Abbaye, interdit catégoriquement toute construction et aucune modification ne peut être apportée par ce qui précède.

Considérant dès lors la proposition des consorts FENOGLIO souhaitant acquérir les biens immobiliers municipaux en vue d'une valorisation agricole (plantation d'oliviers) et restructuration foncière, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de céder les parcelles :

Section	Parcelle	Superficie (en m ²)	Lieu dit
AV	18	1 688	Beylesse
AV	74	15 980	
TOTAL		17 668	

France Domaine a estimé ces deux biens à hauteur totale de 22 400 €.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De procéder à la cession des parcelles susvisées (AV 18 et AV 74), au profit des consorts FENOGLIO, conformément aux plans ci-joints, pour un montant de 22 400 €.

ARTICLE SECOND : Que l'acte entérinant la cession sera réalisé en la forme administrative.

ARTICLE TROISIEME : De charger Monsieur Serge BUISINE, premier Adjoint de représenter la Commune du Thoronet pour cette cession, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE QUATRIEME : De charger Monsieur le Maire de procéder à l'ensemble des formalités induites à la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

Mme TAXI réintègre la salle du Conseil Municipal

10. DÉCISION MODIFICATIVE N°1 – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE

Monsieur MARTIN Alain expose aux membres du Conseil Municipal que les comptes 701249 « Reversement redevance pour pollution d'origine domestique », 706129

« Reversement redevance pour modernisation des réseaux de collecte » et 61551 « Entretien et réparations biens mobiliers » du budget eau potable, présentent un dépassement de crédits, représentant un total de 7 300 €, supérieur à l'estimatif prévisionnel du budget primitif.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De valider la décision modificative n°1 du Budget eau potable comme suivant :

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-6155 : Entretien et réparations biens mobiliers	0,00 €	6 504,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	0,00 €	6 504,00 €	0,00 €	0,00 €
D-701249 : Reversement redevance pour pollution d'origine domestique	0,00 €	1,00 €	0,00 €	0,00 €
D-706129 : Reversement redevance pour modernisation des réseaux de collecte	0,00 €	795,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 014 : Atténuations de produits	0,00 €	796,00 €	0,00 €	0,00 €
D-022 : Dépenses imprévues (exploitation)	7 300,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 022 : Dépenses imprévues (exploitation)	7 300,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total FONCTIONNEMENT	7 300,00 €	7 300,00 €	0,00 €	0,00 €
Total Général		0,00 €		0,00 €

Adopté à l'unanimité

11. NÉGOCIATION POUR L'ACQUISITION SOUS LA FORME DE LOCATION-VENTE DU BIEN 6 SIS AW 84 LE THORONET ET FIXATION D'UN MONTANT MAXIMAL D'ACHAT

Le Conseil Municipal décide, à l'unanimité, de retirer le point à l'ordre du jour et charge Monsieur le Maire de poursuivre les négociations.

Monsieur ZAMORA quitte la salle du Conseil Municipal.

12. DEMANDE DE SUBVENTION AU DÉPARTEMENT

M. LE MAIRE expose aux membres de l'assemblée délibérante que les enfants de maternelle s'adonnent à leurs jeux de récréation sur un sol extérieur qui doit être rénové. Il est indispensable dès lors de procéder à la réfection du revêtement, préalable obligatoire avant de réaliser le coulage de la dalle de sol souple. Dès lors, d'autres jeux pourront venir compléter ceux déjà mis en place.

Le montant prévisionnel des travaux et de l'acquisition des jeux s'élève à 21 825.00 € H.T.

M. LE MAIRE propose le plan de financement du projet comme suivant :

Subvention Conseil Départemental sollicitée	8 730.00 €
Autofinancement	13 095.00 €
Total du budget prévisionnel de l'opération	21 825.00 €

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De charger Monsieur le Maire de solliciter le Conseil Départemental du Var pour l'obtention d'une subvention d'un montant de 8 730.00 €.

Adopté à l'unanimité

INFORMATIONS DIVERSES

Par M. LE MAIRE :

- Association des Maires du Var : 1^{er} salon des Maires, des élus locaux et des décideurs publics du Var le 25/11/2016.
- Les cérémonies du 15 Août, 11 novembre et du 5 décembre auront pour point de départ la poste 11h00.

Par Mme DIETRICH-WEISS :

- Le feu d'artifice est reporté au 23 juillet 2016 à 22h00, sous-réserve des consignes préfectorales.

Par Mme BERTHIAUX :

- « Il n'y avait pas d'informations diverses lors du dernier conseil municipal, les questions de la fois précédente sont posées aujourd'hui :

Le 18 juin dernier, avait lieu la commémoration des anciens combattants, une modification de l'heure a été apportée sans que nous ayons été prévenus.

L'erreur est humaine, je le conçois, mais il est important de veiller à ce que cela ne se reproduise plus, d'autant que M. ANDRE, le Président de l'association, nous a confirmé que ce sont les élus du Thoronet qui avaient souhaité ce changement. »

M. LE MAIRE : « Cela s'est passé lorsque j'étais hospitalisé et c'est M. VOISIN qui en a fait la proposition. Il ne nous appartient pas de réaliser les informations à la place des associations ».

Mme TAXI : « On ne va pas polémiquer, il y a bien plus important à gérer ».

Mme DIETRICH-WEISS : « Il vous suffisait de passer la porte de la Mairie à 11h00 pour vous renseigner. Je vous rappelle que les services sont ouverts jusqu'à midi le samedi ».

- Mme BERTHIAUX souhaite connaître la procédure pour les animaux errants morts sur une propriété privée.

M. LE MAIRE lui donne la procédure qui impute aux propriétaires.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h20.

La secrétaire de séance

Mme PELLERIN Annick